



Réponse de Jean-Luc MELENCHON

17 avril 2012

La politique extérieure israélienne, inscrite dans la dérive belliciste plus globale des États-Unis et de leurs alliés, constitue une menace des plus sérieuses pour la sécurité régionale et internationale. Cette politique de force et d'interventions militaires extérieures - au Liban hier, en Iran demain ?- contribue à la militarisation des relations internationales. Il en va ainsi de la part décisive que prend Israël dans la fabrication et la diffusion d'armements technologiquement sophistiqués qui n'ont rien de défensif. Tout cela participe d'une escalade dans la course aux armements qu'aucune menace réelle ne justifie.

Il n'est pas acceptable qu'Israël, ayant entravé le processus de paix par sa politique, puisse viser en permanence au renforcement de ses capacités militaires. Elles sont autant de menaces directes contre le peuple palestinien et la paix dans l'ensemble du Proche-Orient. Nous sommes donc favorable à la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur la coopération sécuritaire de la France et de l'UE avec Israël, et à un moratoire sur cette question. Une telle décision devra s'inscrire dans une démarche plus globale de mise à plat de toutes les coopérations sécuritaire et militaire de la France, dans le cadre d'une redéfinition des principes de sa politique étrangère.

Dans le même temps, tout doit être fait pour parvenir à un règlement pacifique des tensions nées des risques de prolifération. Il faut s'engager dans un réel processus de dénucléarisation du Proche Orient.

VOIR L'INTÉGRALITÉ DES RÉPONSES DES CANDIDAT(E)S.

• **Emplacement** : Vous êtes ici : Accueil > Agir > Campagnes > Campagnes passées > Election présidentielle 2012 > Transparence dans la coopération militaire entre la France et Israël >

• **Adresse de cet article** : <https://plateforme-palestine.org/Reponse-de-Jean-Luc-MELENCHON-2496>

